

« Les provocations de la N-VA ? Je reste calme »

MAJORITÉ Kris Peeters, vice-Premier CD&V, veut aller au bout de la législature

► Élections anticipées ?

Non. Sortie du nucléaire ? 2025.

Réforme de l'Isoc, compte-titres ? Il faut appliquer l'accord.

► Pour autant, le vice-Premier a-t-il des garanties de la N-VA sur la poursuite de la législature ? « A chaque jour suffit sa peine. »

ENTRETIEN

Tensions dans la Suédoise ? Le vice-Premier réitère son engagement majoritaire, et ose croire que les partenaires suivront...

Cette semaine, la N-VA a lancé, tout à coup, quelques propositions chocs : supprimer les prépensions, limiter dans le temps les allocations de chômage. Votre avis ?

Je reste calme. C'est l'attitude la plus intelligente. Ces propositions, c'est bizarre. On a beaucoup de postes vacants en Flandre comme au sud du pays, et les deux propositions venant de la N-VA ne sont pas des solutions en termes d'emplois. Du reste, les Régions sont responsables dans l'activation des chômeurs. Au fédéral, nous ne sommes pas compétents dans cette matière. Limiter le chômage dans le temps, supprimer les prépensions, qu'est-ce que ça va changer ? Bref, je confirme : je reste calme.

Vous avez dit « bizarre ». Peut-être ces propositions n'ont-elles pas de fonction sur le fond, mais sont purement politiques, de pré-campagne ? C'est pour cela que j'ai dit que je restais calme.

Combien de temps pourrez-vous rester calme ?

Bonne question... Provoquer des élections anticipées, avant les communales d'octobre ou en

même temps, ce serait irresponsable. Je dis qu'il faut maintenir le calendrier : les communales le 14 octobre, les autres en juin 2019. J'ai bien lu ici et là que la N-VA serait favorable aux anticipées... En tout cas, ce n'est pas mon choix.

La N-VA n'a-t-elle pas désormais un agenda parallèle ?

Nous nous sommes réunis mardi avec Charles Michel et les collègues vice-Premiers, nous avons passé en revue les dossiers importants, Jan Jambon était parmi nous, tout le monde a marqué son accord pour continuer à travailler.

Le fait de vous présenter à Anvers aux communales d'octobre, de défier De Wever, ça a abîmé le climat dans la majorité, soutiennent certains...

Mais il fallait renforcer le CDE&V à Anvers, la section locale m'a demandé de relancer le parti, je suis là pour cela, pour faire émerger des jeunes, nous

affirmer. Nous excluons de travailler avec le Vlaams Belang comme avec le PVDA (le PTB en Flandre, NDLR), mais pour le reste, tout est possible si nous sommes en position de choisir entre la N-VA et la liste de gauche, Samen. Nous évaluons la situation. Je n'exclus pas de ne pas aller avec De Wever, même chose vis-à-vis de Wouter Van Besien (Groen).

Mais si vous deviez tourner le dos à De Wever à Anvers, impossible de poursuivre la législature au fédéral, ça ferait tomber le gouvernement, non ?

Mais non, ce sont des élections locales, et puis c'est la règle du jeu. Pour nous, Anvers est important, et notre parti a le droit de choisir, comme les autres.

Johan Van Overtveldt, ministre des Finances, explique qu'on trouvera un accord sur Arco ces prochains mois...

Nous étions convenus de trouver un accord dans la législature. Où en sommes-nous ? Bel-

gium a sollicité le gouvernement afin de pouvoir entrer en Bourse. D'accord. Mais c'est normal alors de trouver une solution pour Arco, c'est lié. Johan Van Overtveldt a dit qu'on trouverait une solution avant l'été, je m'en réjouis.

600 millions sont en jeu... Si la législature devait s'achever précipitamment, tout ceci serait compromis.

En effet. On doit poursuivre. La FEB voit une croissance de 2 % en 2018, les derniers chiffres de l'ONSS montrent que nous créons de l'emploi, et que, contrairement à ce que prétend l'opposition, le temps partiel n'a pas explosé, il est stable. Vous imaginez l'incertitude que générerait une campagne électorale ? Ce ne serait pas bon pour notre économie.

La réforme de l'impôt des sociétés suscite beaucoup de critiques de l'Union des classes moyennes. A rectifier ?

Les jeux sont faits, et les textes, approuvés. Je connais les soucis des organisations représentatives des petites entreprises et des indépendants, mais pour le moment, on ne changera rien. On pourra ici aussi procéder à des évaluations après un an mais, pour le moment, pas question de changer quoi que ce soit. On ne peut pas ouvrir le débat car tous les dossiers sont liés au niveau gouvernemental. La taxe compte-titres, les 500 euros exonérés d'impôt, ce sont toutes des mesures qu'on ne peut plus toucher.

Sujet sensible : la migration.

Quoi qu'il advienne de l'enquête sur le Soudan, Bart De Wever a dit que Theo Francken ne démissionnerait pas, et que la N-VA quitterait le gouvernement si un partenaire devait demander son départ.

Première question : la situation des personnes renvoyées au Soudan. Quelle était la situation et les témoignages sont-ils vrais ou pas ? Deuxiè-

mement : est-ce que l'article 3 du traité européen a été correctement appliqué en Belgique ? A-t-on tout fait pour appliquer le droit ? Ce sont les vraies questions pour lesquelles les conclusions de l'enquête seront importantes. J'espère qu'on les aura fin janvier ou début février. On en discutera ensuite au sein du gouvernement. Mais ce rapport n'est pas une enquête sur le secrétaire d'Etat. Ce n'est pas non plus une enquête pour vérifier son fonctionnement, mais bien pour donner des réponses claires aux questions susmentionnées. Et pour le reste, il est sage d'attendre le résultat.

Sa démission ne sera donc pas en jeu, même si faute il y a eu ?

Jean-Luc Dehaene m'a appris beaucoup de choses, dont celle de ne jamais donner de réponses à des questions qui ne se posent pas. J'en suis là. Ce sont des choses très importantes. On parle de personnes et de valeurs humaines, avec des conséquences importantes, je ne vais donc pas me répandre sur Twitter avant d'avoir un état des lieux complet.

N'en avez-vous pas assez de voir la N-VA jouer la provoc ?

Oui, mais nous sommes des professionnels. Quand je me balade à Anvers, on me parle de pension, de mobilité. Ça, ce sont les préoccupations des

gens... et on essaie de trouver des solutions. Je suis persuadé, après les réunions avec le Premier et entre vice-Premiers, que la volonté est là pour trouver des solutions sur les pensions, sur le Pacte énergétique, sur le Pacte d'investissements, etc.

Vous avez la garantie de Jan Jambon de continuer jusqu'au bout ?

Oui, mais à chaque jour suffit sa peine, surtout en politique. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
FRANÇOIS MATHIEU

ANALYSE

Clin d'œil

Il y a les mots et la gestuelle. Kris Peeters donne du « *Je reste calme* » à chaque réponse, en l'occurrence quand on l'interroge à propos de la N-VA, mais son *body-language* vous suggère autre chose, son sourire en coin... On croit voir un clin d'œil à tous les coups. On sent chez le Vice-Premier CD&V une vraie volonté de maintenir l'église au milieu du village, de rester loyal au sein d'un gouvernement où il n'a pourtant pas été épargné - qui ne lui a pas souvent fait des cadeaux -, et en même temps un réel agacement envers les estocades régulièrement portées par ses partenaires suédois, la N-VA en particulier.

En chrétien-démocrate - sa famille politique - présumé raisonnable et responsable, il parle bilan, socio-économique, il invite à poursuivre le travail, à s'interdire toute aventure, celle des élections anticipées. En chrétien-démocrate toujours, il ne tend pas l'autre joue pour autant. Pose ses balises comme autant d'exigences : sur le nucléaire, l'impôt des sociétés, le socio-économique. Et attaque fort, mine de rien : il n'exclut pas de choisir l'alliance avec Samen (Groen-SP.A) à Anvers, contre Bart De Wever, si le CD&V devait avoir un rôle pivot au soir des communales du 14 octobre. Là aussi, il est prudent, mesure ses mots, mais on croit deviner qu'il ne laisserait pas passer l'occasion de régler son compte au leader N-VA...

D.CI, F.M.

nucléaire « La sortie en 2025, on maintient »

La sortie du nucléaire en 2025, cela semblait acquis, mais Bart De Wever ne veut pas, ou plus : on devrait en rediscuter en 2019, dit-il. C'est remis en cause ?

La loi est la loi. La sortie en 2025, on maintient. Mais je comprends les soucis de l'industrie concernant les prix, les coûts, l'avenir en matière d'approvi-

sionnement. Les quatre ministres de l'Energie des Régions et Communautés du pays ont déjà parlé de tout cela, ils ont approuvé le Pacte de l'énergie, ils sont tout à

fait compétents, c'est clair. Mais enfin, il reste des questions, il faut mieux chiffrer l'opération : nous le faisons. Je constate au passage que la N-VA n'a pas de-

mandé de changer la loi.

Mais bien de réécrire le Pacte énergétique...

L'accord de gouvernement met l'accent sur la sécurité d'approvisionnement et sur les prix, on n'oublie pas cela, et je suis d'accord de mieux calculer les critères choisis mais, je l'ai dit, la loi est la loi.

Vous maintenez donc l'objectif 2025. Votre parti est-il prêt à subsidier d'emblée d'autres

formes d'énergies, alternatives au nucléaire, on pense notamment aux circuits combinés, les centrales TGV (pour turbine-gaz-vapeur), comme on les appelle...

Oui. Et ce qui est sûr, c'est que nous devons commencer maintenant à investir dans les renouvelables. Dans toute une série de financements, on doit demander l'avis de la Commission européenne. Ça prend du temps, ce qui veut dire qu'on doit agir vite désormais. Il faut trouver une solution définitive sur le Pacte éner-

gétique, aujourd'hui, qui sera acceptable pour les quatre partis. Il faut avancer cette année.

Pour cela, il faudra que le gouvernement soit uni, que la N-VA joue le jeu.

Exactement. Nous en avons discuté en kern mardi dernier, avec Jan Jambon entre autres.

L'objectif est de sortir du nucléaire en 2025, mais l'on apprenait vendredi qu'une étude est en cours ayant trait au lancement d'une nouvelle centrale en 2040.

Vendredi en kern, on a demandé à la ministre de l'Énergie de fournir un rapport sur la base de la loi de 2015 dans lequel la transition énergétique s'arrête en 2025. Il faudra tenir compte des critères d'approvisionnement, du coût, de la sécurité et du développement durable.

Cette étude, c'était une demande de la N-VA ?

Non. ■

**Propos recueillis par
D.CI ET F.M.**